

6 Société et Culture

Insalubrité/Résurgence des ordures ménagères /Trois questions au maire de Libreville...

...Rose-Christiane Ossouka-Raponda : " Le ramassage des ordures est déjà en cours "

Propos recueillis par C.G.K & PMM

Libreville/Gabon

Reçue hier par le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, de la Sécurité, chargé de la Décentralisation et du développement local, Lambert-Noël Matha, Mme le maire de la commune de Libreville, Rose-Christiane Ossouka-Raponda a bien voulu nous accorder un entretien au terme de son entrevue. En présence du directeur général adjoint de la société Averda, Joseph Minko Olenga, elle a bien voulu éclairer la lanterne de l'opinion sur les tenants et aboutissants de la problématique récurrente de la gestion des ordures ménagères dans la capitale gabonaise. Lecture.

P'union : Mme le maire, vous sortez d'une rencontre avec le ministre d'Etat Lambert-Noël Matha pour parler des ordures sous lesquelles ploie Libreville. Qu'avez-vous ensemble décidé ?

Rose-Christiane OSSOUKA-RAPONDA : " Depuis quelque semaines en effet, la ville de Libreville est engorgée d'ordures et l'opérateur qui s'occupe de cette question, en l'occurrence la société Averda, éprouve des difficultés financières pour honorer son engagement pris avec l'Etat gabonais. Les échanges avec le ministre d'Etat de l'Intérieur chargé de la Décentralisation...ont été rassurants quant au paiement à titre d'avance d'une facture à Averda. Les services habilités ont assuré, ce qui a été confirmé par ailleurs, que le paiement a déjà été effectué. De ce fait, le directeur général d'Averda pensera maintenant à remédier rapidement à cette situation et ses équipes vont se mettre rapidement au travail, pour pouvoir enrayer l'insalubrité dans notre ville. La collecte est donc déjà en cours. Il faut dire que nous ne sommes pas restés les bras croisés. On a dû demander à la société Agli de nous mettre en place un plan d'urgence de deux semaines pour venir en appui à Averda. Ils vont commencer aujourd'hui, mais ils attendent leur règlement demain mardi ((ndlr : l'entretien s'est déroulé hier). Le directeur général adjoint d'Averda ici présent repart donc rassuré. Je profite de cette tribune pour inviter, une fois de plus, les populations à bien se comporter quant au traitement de leurs ordures. Elles produisent des déchets qui sont reversés sur la voie publique. Averda a le devoir de collecter les ordures ménagères, mais nous constatons que les opérateurs économiques qui n'ont pas le droit de verser leurs ordures dans les sites réservés aux populations le font également. On ne ces-



Photo : Bandoma

Rose-Christiane Ossouka-Raponda.

sera jamais de leur dire qu'ils doivent signer des contrats soit avec Averda et Clean-Africa, Agli parce que l'Etat ne paye que la collecte des ordures ménagères.

Le ministre d'Etat a demandé aux sociétés chargées de la collecte d'ordures de faire leur travail. Est-ce à dire qu'elles ne le font pas assez ? Mieux, la mairie de Libreville n'a-t-elle pas de budget alloué pour la collecte d'ordures ?

- Qui est censé s'occuper de la propreté de la ville ? Ce

sont nos sociétés locales. Si l'Etat nous reversait les ressources, on aurait la capacité de trouver un opérateur qui collecterait les ordures. Si on avait la capacité financière de pouvoir payer un opérateur, on le ferait. Il faudrait que les sociétés locales remplissent leurs missions. Toutes les communes doivent être autonomes et indépendantes. Le chef de l'Etat l'a dit, la décentralisation doit être un fait. Le premier ministre l'a dit aussi. Il faudrait que le texte d'application soit pris. Je sais que des textes ont été élaborés. L'Etat reverse une subvention à Clean-Africa qui est une société d'Etat et non de la mairie. A l'époque, l'Etat a reversé déjà une subvention à Sovog et lorsque le gouvernement a acheté les parts de Sovog, cette subvention n'a pas été reversée à la mairie. Pour toutes les questions budgétaires de la commune de Libreville en 2014, on a dû préfinancer le paiement de Clean-Africa parce la décharge et les installations appartiennent à la commune. Clean-Africa n'est qu'un locataire qui, depuis 2015, ne paye pas de loyer. On a préfinancé la subvention que l'Etat devait reverser à Clean-Africa. On l'a fait en 2014. L'Etat a rétrocédé cette subvention de près de trois milliards à la ville de Libreville. On a préfinancé Clean-Africa en 2015. mais jusqu'à ce jour l'Etat ne nous a pas reversé cette subvention. Il n'existe pas dans le budget de la commune, une plage spécifique réservée à la collecte des ordures ménagères. L'Etat a signé un contrat avec Averda. Et les clauses du contrats sont claires en ce sens. Elles disent que la gestion des ordures incombe à Averda. On ne peut pas aller en dehors de ces clauses. Les dispositions sont claires là-dessus. Clean-Africa ne fait qu'entretenir la décharge de Mindoube pour le compte de la mairie. Parce qu'il faut bien qu'il y ait une société qui s'en occupe.

Madame le maire, ailleurs les ordures sont recyclées. Pourquoi ne le fait-on pas au Gabon ?

- Ailleurs, il n'existe plus des décharges à ciel ouvert. On va signer à Rabat, avec une société marocaine qui mènera une étude pour le faire parce qu'il s'agit justement d'un secteur très stratégique, difficile et sensible. Il faut ensuite réhabiliter la décharge et trouver un espace. Dans cette optique, nous travaillons en étroite collaboration avec le ministre d'Etat en charge de la Décentralisation, parce qu'on avait déjà trouvé un espace au niveau d'Owendo. Nous trouverons un espace sur lequel Averda pourra déporter les ordures et que l'étude puisse être menée par notre partenaire marocain.

Lutte contre l'insalubrité/Opération retrouvons les manches du Club jeune et action (3.1)

La zone Montagne Sainte-Camp de police totalement déblayée

Sveltana Ntsame
Ndong

Libreville/Gabon

POUR lutter contre la prolifération des moustiques, il faut assainir l'environnement immédiat. Conscient de cela, le Club jeune et action (3.1) du troisième arrondissement de Libreville a commis, dimanche dernier, une opération dite "retrouvons les manches" dans la zone comprise entre Montagne-Sainte et le Camp de police de Libreville. A cette occasion, les membres de cette structure associative ont débouché, à l'aide d'une tractopelle, les canalisations et déblayé, de fond en comble, la voie reliant Montagne-Sainte au



Photo : SNN

Le président du Club jeune et action, Juste Roméo Mouyopa situant la portée de l'activité.

Camp de police. Ce n'est pas le premier acte du genre du Club jeune et action. Selon son président, Juste Roméo Mouyopa, «il y avait déjà une première fois. Mais, les autorités publiques étaient restées sourdes à notre interpellation. Au-

jourd'hui, rebelote, puisque ce sont nos parents qui habitent ici. Au regard de la tâche à mener, nous avons dû faire venir une tractopelle dans un premier temps pour déboucher les caniveaux et créer le passage d'eau afin que les



Photo : SNN

Le tractopelle commis par le Club jeune et action (3.1) en pleine action.

pluies, qui s'annoncent déjà, ne provoquent pas d'inondations». Par cette initiative louable et salubre, cette association a voulu réaffirmer son engagement à œuvrer sans cesse pour des actions à caractère social et ci-

toyen. A travers notamment l'assainissement de l'environnement de l'ensemble des quartiers du 3e arrondissement. Le Club jeune action (3.1) compte ainsi, dans les tout prochains jours, étendre ses activités dans la zone d'Abelang

(derrière les sapeurs pompiers), qui débouche aussi sur le quartier Montagne-Sainte. L'action a été fortement saluée par les riverains. «Nous sommes vraiment gênés. On nous avait cassé les maisons au prétexte qu'on devait faire une route ici et qu'il fallait pour cela libérer cet endroit. Mais, cette route n'a jamais été réalisée. On se demande si cela est possible. En effet, on a constaté qu'une roche fait sortir de l'eau. Celle-ci se déverse jusqu'au camp de police. Pendant longtemps on avait pensé que c'était une fuite des tuyaux de la SEEG. Nous sommes ravis parce que cette opération va empêcher l'eau d'envahir nos maisons comme naguère" a confié, satisfait, un riverain Michel Mbina.